

No. 35480

**France
and
Argentina**

Arrangement in the field of training in scientific and technological research supplementary to the Agreement on cultural, scientific and technical cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Argentine Republic. Paris, 4 February 1997

Entry into force: *4 February 1997 by signature, in accordance with article X*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 25 February 1999*

**France
et
Argentine**

Arrangement complémentaire à l'Accord de coopération technique et scientifique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en matière de formation à la recherche scientifique et technologique. Paris, 4 février 1997

Entrée en vigueur : *4 février 1997 par signature, conformément à l'article X*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 25 février 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ARRANGEMENT COMPLÉMENTAIRE À L'ACCORD DE COOPÉRATION
TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ARGENTINE EN MATIÈRE DE FORMATION À LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Argentine, ci-après désignés "les Parties"

Vu l'accord de coopération technique et scientifique entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Argentine signé à Buenos Aires le 3 octobre 1964,

Vu la lettre d'intention signée le 26 octobre 1994 entre le Ministre des Affaires Etrangères de la République Française, M. Alain Juppé et le Ministre des Relations Extérieures, du Commerce International et du Culte de la République Argentine, M. Guido Di Tella,

Désireux de favoriser le développement de leur coopération en matière de formation à la recherche scientifique et technologique,

Sont convenus de ce qui suit :

Article I

Le présent arrangement a pour objectif la création d'un système d'échanges par lequel les enseignants et chercheurs français et argentins développent conjointement des projets de recherche-formation dans le cadre de conventions conclues entre des établissements d'enseignement supérieur et de recherche des deux États, et, pour certaines, en association avec des partenaires-industriels, afin de promouvoir :

1. La formation et le perfectionnement des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche argentins, notamment par la création de nouvelles formations doctorales en Argentine, et la consolidation de celles existantes;

2. L'échange d'informations scientifiques, de documentation spécialisée et de publications;

3. La valorisation et, le cas échéant, l'exploitation économique sur la base du bénéfice mutuel, des résultats des recherches scientifiques et technologiques conjointes.

Article II

Chacune des deux Parties crée un Comité National, désigné par les instances compétentes respectives et chargé de l'application des dispositions de cet Accord. Pour la Partie française, le Comité est coordonné par le Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Pour la Partie argentine, le Comité est coordonné par le Ministère des Relations Extérieures, du Commer-

ce International et des Cultes et par le Ministère de la Culture et de l'Éducation. Les deux comités sont chargés de :

- Publier périodiquement des appels à propositions dans chaque pays;
- Évoluer les dossiers présentés dans le cadre de ces appels à propositions;
- Procéder à une sélection des projets préalablement évalués, lors d'une réunion annuelle conjointe tenue alternativement en France et en Argentine;
- Élaborer un rapport d'activité destiné aux instances nationales compétentes et leur proposer des priorités d'action ainsi que, le cas échéant, des mesures visant à faciliter l'application du présent arrangement;
- Faciliter, dans le respect des législations en vigueur dans chaque État, les démarches visant à la reconnaissance des diplômes universitaires respectifs.

Article III

Cet arrangement est mis en oeuvre sous la forme de projets élaborés conjointement par des équipes françaises et argentines et exécutés dans le cadre de conventions spécifiques entre des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche et, le cas échéant, des entreprises du secteur industriel.

Un projet peut impliquer, pour chacune des deux Parties, une ou plusieurs équipes organisées en réseau et appartenant à un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche.

La durée des projets est d'un maximum de quatre ans. Chaque projet fait l'objet d'une évaluation en cours d'exécution. Des prolongations exceptionnelles peuvent être accordées, au cas par cas, après évaluation.

Les projets peuvent concerner tous les domaines scientifiques et technologiques; toutefois, les instances compétentes peuvent définir des priorités thématiques ou géographiques.

Article IV

Les projets peuvent inclure une ou plusieurs des activités suivantes :

1. Missions de travail (enseignement et recherche) d'enseignants-chercheurs et de chercheurs français et argentins afin de renforcer la coordination entre les unités de recherche et les unités de formation doctorale des deux États;
2. Formation doctorale d'étudiants argentins à temps complet en France ou par des séjours alternés en Argentine et en France, notamment dans le cadre de la procédure de cotutelle de thèse;
3. Formation doctorale d'étudiants français à temps complet en Argentine ou par des séjours alternés en France et en Argentine, notamment dans le cadre de la procédure de cotutelle de thèse;
4. Formation post-doctorale par l'échange d'enseignants-chercheurs et de chercheurs français et argentins;

5. Mise à disposition des universités et institutions de recherche françaises et argentines de livres, documents et équipements spécifiques indispensables à la réalisation des activités conjointes;

6. Activités complémentaires, telles que colloques ou séminaires, sur proposition conjointe des deux Parties.

Article V

Le dépôt des projets s'effectue en réponse à des appels à propositions émis périodiquement par les comités comme il est prévu dans l'article II.

Deux types de projets peuvent être déposés :

- Des projets de recherche-formation, élaborés conjointement par des équipes universitaires et/ou de recherche des deux Parties, en vue de favoriser l'émergence de nouvelles formations doctorales en Argentine ou la consolidation de celles existantes;

- Des projets de recherche-formation finalisée, élaborés conjointement par des équipes universitaire ou de recherche françaises et argentines et une ou plusieurs entreprises industrielles françaises ou argentines, en vue de la valorisation et, le cas échéant, de l'exploitation économique, sur la base du bénéfice mutuel, des résultats des recherches scientifiques et technologiques conjointes.

Dans les deux cas, chacune des équipes dépose le projet auprès du comité national compétent, qui fait procéder à une évaluation par des experts scientifiques indépendants.

Article VI

Pour chaque projet, les comités désignent conjointement un coordinateur français et un coordinateur argentin.

Les coordinateurs sont les responsables scientifiques du projet et sont chargés de veiller à son bon fonctionnement.

Les coordinateurs remettent, chaque année, au comité national compétent un rapport d'exécution et une proposition d'actions pour l'année suivante. Si les comités portent une appréciation défavorable sur l'avancement du projet, ils peuvent décider de le réorienter ou de l'interrompre.

Les coordinateurs remettent un rapport final dans un délai de deux mois après la fin du projet.

Article VII

Dans la limite et dans le cadre des disponibilités budgétaires de chacune des Parties, les règles de prise en charge des dépenses sont les suivantes :

1. Les salaires des enseignants-chercheurs et chercheurs impliqués dans les projets sont pris en charge par leurs établissements d'origine;

2. Pour la réalisation de missions sur le territoire d'une des deux Parties d'enseignants chercheurs et chercheurs de l'autre Partie, les coûts relatifs aux voyages sont pris en charge par la Partie qui envoie la mission et les frais de séjour par la Partie qui la reçoit;

3. Les bourses doctorales et post-doctorales des étudiants d'une Partie (y compris pendant la durée de leurs séjours sur le territoire de l'autre Partie) et leurs frais de voyage sont pris en charge par la Partie qui les envoie. Les frais d'inscription universitaire, ainsi que les coûts relatifs à la tutelle pédagogique spécifique, sont à la charge de la Partie qui les reçoit;

4. La partie française offre aux boursiers argentins, sélectionnés dans le cadre de cet arrangement une pré-formation linguistique en Argentine, complétée éventuellement par un stage linguistique à leur arrivée en France;

5. Chacune des Parties prend à sa charge les dépenses suivantes :

- Frais de diffusion et de publicité occasionnés par la promotion, sur son territoire national, des programmes d'échange définis par le présent arrangement;

- Primes d'assurances pour la couverture des frais médicaux et des éventuels rapatriements sanitaires des doctorants, enseignants-chercheurs, et d'une manière générale de tout expert accueilli par l'autre Partie au titre de ces programmes.

6. Dans le cadre d'un projet de recherche-formation finalisée, la contribution financière des entreprises doit couvrir au moins un tiers du montant total du projet et obligatoirement comporter une participation au financement des frais de déplacements, de séjours et d'encadrement des doctorants.

Article VIII

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle sur les résultats des recherches conjointes font l'objet de conventions spécifiques signées entre les institutions et, le cas échéant, les entreprises concernées et ceci dans le respect des normes juridiques en vigueur dans les deux Parties et des engagements assumées par celles-ci dans le cadre des accords internationaux en vigueur en la matière.

Dans le cadre d'un projet de recherche-formation finalisée, les entreprises participantes reconnaissent aux doctorants et enseignants-chercheurs professeurs le droit de publier, sous forme de thèses de doctorat ou de publications dans des revues spécialisées, les résultats de la recherche effectuée, sous réserve des dispositions figurant au paragraphe précédent.

Article IX

Les questions liées au présent arrangement et qui ne sont pas explicitement prévues par cet instrument font l'objet d'un examen par les deux comités. Ceux-ci peuvent proposer aux deux Parties les compléments jugés utiles.

Article X

Le présent arrangement entre en vigueur à la date de sa signature pour une durée de trois ans, et pourra être prorogé par tacite reconduction pour une durée égale. Il pourra être dénoncé par une des deux Parties signataires, avec préavis de six mois notifié par écrit. La

dénonciation éventuelle ne devra pas avoir d'incidence sur les projets en cours, dont la continuité sera assurée sauf décision contraire des Parties.

Article XI

Le présent accord se substitue dans toutes ses parties à l'Accord Complémentaire entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Argentine sur la coopération scientifique, technique et formation supérieure, signé à Buenos Aires le 8 mars 1985.

Fait à Paris le 4 février 1997 en deux exemplaires originaux en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement de la République argentine :

GUIDO DI TELLA

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO COMPLEMENTARIO AL ACUERDO DE COOPERACION CULTURAL, CIENTIFICA Y TECNICA ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA ARGENTINA Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA EN MATERIA DE FORMACION PARA LA INVESTIGACION CIENTIFICA Y TECNOLOGICA

El Gobierno de la República Argentina y el Gobierno de la República Francesa, a continuación designados como "las Partes"

Teniendo presente el Acuerdo de Cooperación Cultural, Científica y Técnica entre el Gobierno de la República Argentina y el Gobierno de la República Francesa, firmado en Buenos Aires el 3 de octubre de 1964.

Teniendo presente la carta de intención firmada el 26 de Octubre de 1994 entre el Ministro de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto de la República Argentina, Sr. Guido Di Tella, y el Ministro de Asuntos Extranjeros de la República Francesa, Sr. Alain Juppé.

Deseosos de favorecer el desarrollo de la cooperación en materia de formación para la Investigación científica y tecnológica,

Acuerdan lo que sigue:

ARTICULO I

El presente Acuerdo tiene por objeto la creación de un sistema de intercambio por el cual docentes e investigadores argentinos y franceses desarrollen de manera conjunta proyectos de investigación y formación en el marco de los convenios firmados entre establecimientos de enseñanza superior y de investigación de ambas Partes y en algunos casos en asociación con interlocutores industriales, a fin de promover:

1. La formación y perfeccionamiento de docentes de enseñanza superior e investigadores, especialmente mediante la creación de nuevos cursos de doctorado en la República Argentina y la consolidación de los ya existentes;
2. El intercambio de informaciones científicas, de documentación especializada y de publicaciones;
3. La valoración y llegado el caso la explotación económica, sobre la base de una equitativa repartición de los resultados de las investigaciones científicas y tecnológicas conjuntas.

ARTICULO II

Cada una de las Partes, a través de sus órganos competentes, creará un Comité nacional, encargado de la aplicación de las disposiciones de este Acuerdo. Por Parte argentina el Comité será designado y coordinado por el Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto y el

Ministerio de Cultura y Educación. Por Parte francesa el Comité será designado y coordinado por el Ministerio de Asuntos Exteriores y el Ministerio de Educación Nacional, Enseñanza Superior e Investigación.

Los comités así creados tendrán las siguientes funciones:

1. Publicar periódicamente los llamados a presentación de propuestas de proyectos en cada país.
2. Evaluar las referidas propuestas y sus antecedentes, presentados en el marco de los llamados a presentación.
3. Proceder a la selección de los proyectos previamente evaluados, durante una reunión anual conjunta realizada en forma alternativa en Francia y en Argentina.
4. Elaborar un informe de actividades destinado a las instancias nacionales competentes y proponerles prioridades de acción y, cuando corresponda, medidas tendientes a facilitar la aplicación del presente Acuerdo.
5. Facilitar, respetando la legislación vigente de cada Parte, las gestiones tendientes al reconocimiento de los títulos universitarios respectivos.

ARTICULO III

La puesta en práctica del presente Acuerdo se hará a través de proyectos elaborados conjuntamente por equipos Argentinos y Franceses y ejecutados en el marco de las convenciones específicas entre centros de enseñanza y/o investigación y en los casos correspondientes, en el de empresas del sector industrial.

Un proyecto puede implicar, para cada una de las Partes, uno o varios equipos de trabajo pertenecientes a uno o varios establecimientos de enseñanza superior y/o de investigación.

La duración de los proyectos será de un máximo de cuatro años. Cada proyecto será objeto de una evaluación durante su ejecución. Podrán ser acordadas prolongaciones excepcionales tras evaluación, caso por caso.

Los proyectos podrán versar sobre cualquier ámbito científico y/o tecnológico; no obstante, las instancias competentes pueden definir prioridades temáticas o geográficas.

ARTICULO IV

Los proyectos podrán incluir una o varias de las siguientes actividades:

1.- misiones de trabajo, de enseñanza y/o investigación, de docentes e investigadores franceses y argentinos a fin de reforzar la coordinación entre centros de investigación e institutos de doctorado de ambas Partes;

2.- formación doctoral de estudiantes argentinos a tiempo completo en Francia o en estancias alternadas en Argentina y en Francia, especialmente en el marco del procedimiento de co-tutela de tesis;

3.- formación doctoral de estudiantes franceses a tiempo completo en Argentina o en estancias alternadas en Francia y en Argentina, especialmente en el marco del procedimiento de co-tutela de tesis;

4.- formación post-doctoral mediante el intercambio de docentes e investigadores franceses y argentinos;

5.- puesta a disposición de universidades e instituciones de investigación francesas y argentinas, de libros, documentos y equipos específicos indispensables para la realización de actividades conjuntas;

6.- actividades complementarias, tales como coloquios o seminarios, a propuesta conjunta de las Partes.

ARTICULO V

La presentación de proyectos se efectuará sobre la base de las convocatorias realizadas periódicamente por los comités a los que se refiere el Artículo II.

Podrán ser presentados dos tipos de proyectos:

-proyectos de investigación y formación elaborados conjuntamente por equipos universitarios y/o de investigación de las dos Partes, en vista a favorecer la creación de nuevas formaciones doctorales en Argentina o la consolidación de las ya existentes;

-proyectos de formación e investigación aplicada, elaborados conjuntamente por equipos universitarios o de investigación argentinos o franceses y una o más empresas industriales argentinas o francesas, en vista de la valorización y en los casos pertinentes a la explotación económica, sobre la base de la repartición equitativa de los resultados de las investigaciones científicas y tecnológicas conjuntas.

En los dos casos, cada equipo presentará el proyecto al Comité nacional competente, el cual procederá a su evaluación por expertos científicos independientes.

ARTICULO VI

Para cada proyecto, los Comités designarán en forma conjunta un coordinador argentino y uno francés.

Los coordinadores serán los responsables científicos del proyecto y deberán velar por su buen funcionamiento.

Los coordinadores entregarán cada año al comité nacional competente, un informe de ejecución y una propuesta de acciones para el año siguiente. Si los comités hicieran una apreciación desfavorable del avance del proyecto, podrán decidir reorientarlo o interrumpirlo.

Los coordinadores entregarán un informe final dentro de los dos meses siguientes después de la finalización del proyecto.

ARTICULO VII

Dentro de sus límites y en el cuadro de las disponibilidades presupuestarias de las contrapartes en cada proyecto, las reglas de financiamiento de los costos serán las siguientes:

1.- Los salarios de los docentes e investigadores incorporados al proyecto serán financiados por sus establecimientos de origen;

2.- En la realización de misiones al territorio de una Parte por parte de docentes e investigadores de otra, los costos del desplazamiento quedarán a cargo de la Parte que envía la misión y los de estadía, por la Parte que la recibe.

3.- Las becas doctorales o post-doctorales de los estudiantes de una Parte, inclusive durante su estadía en el territorio de la otra, y los costos de sus desplazamientos, serán financiados por la Parte que los envía. Los gastos de inscripción universitaria, así como los costos de su tutela pedagógica específica estarán a cargo de la Parte que los recibe.

4.- La Parte francesa ofrecerá a los becarios argentinos, seleccionados en el marco de este Acuerdo, una pre-formación lingüística en Argentina, completada eventualmente con una pasantía lingüística a su llegada a Francia.

5.- Cada una de las Partes tomará a su cargo los gastos siguientes:

- costos de difusión y de publicidad ocasionados por la promoción, en su territorio nacional, de los programas de intercambio definidos por el presente Acuerdo;

- primas de seguro para la cobertura de gastos médicos y eventuales repatriaciones sanitarias de los doctorandos, docentes-investigadores y de una manera general de todo experto recibido por la otra Parte a título de estos programas.

6.- En el marco de un proyecto de formación e investigación aplicada, la contribución financiera de las empresas debe cubrir al menos un tercio del monto total del proyecto y obligatoriamente una participación en el financiamiento de los gastos de desplazamiento, de estadía y de ubicación de los doctorandos.

ARTICULO VIII

Los derechos de propiedad industrial e intelectual sobre los resultados de investigaciones conjuntas serán objeto de acuerdos específicos firmados entre las instituciones o empresas participantes, en el marco de las normas jurídicas vigentes en las Partes y de los compromisos asumidos por las mismas en el marco de los acuerdos internacionales vigentes.

En el marco de un proyecto de formación e investigación aplicada, las empresas participantes reconocerán a los doctorandos y docentes e investigadores el derecho a publicar, bajo forma de tesis de doctorado o de publicaciones en revistas especializadas, los resultados de la investigación efectuada, bajo reserva de las disposiciones que figuran en el párrafo precedente.

ARTICULO IX

Toda cuestión referida a la materia del presente Acuerdo que no esté prevista expresamente por el mismo, será objeto de examen por los dos comités. Los mismos podrán proponer a las dos Partes los complementos que juzguen necesarios.

ARTICULO X

El presente Acuerdo entrará en vigor en el momento de su firma, por un periodo de tres años y se renovará automáticamente por periodos sucesivos de igual duración, salvo que una Parte lo denuncie, mediante notificación a la otra con una anticipación no menor a seis meses. La denuncia eventual no deberá incidir sobre los proyectos en curso cuya continuidad será asegurada salvo declaración contraria de las Partes.

ARTICULO XI

El presente Acuerdo sustituye en todas sus partes al "Acuerdo Complementario entre el Gobierno de la República Argentina y el Gobierno de la República Francesa sobre cooperación científica, técnica y formación superior", firmado en Buenos Aires el 8 de marzo de 1985.

Hecho en Paris el 4 de febrero de 1997 en dos originales, en idioma español y francés, siendo ambos textos igualmente válidos.

**Por el Gobierno de la
República Argentina**

Guido Di Tella



**Por el Gobierno de la
República Francesa**

Hervé de Charette



[TRANSLATION - TRADUCTION]

ARRANGEMENT IN THE FIELD OF TRAINING IN SCIENTIFIC AND
TECHNICAL RESEARCH SUPPLEMENTARY TO THE AGREEMENT
ON CULTURAL, SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC AND
THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

The Government of the Argentine Republic and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as "the Parties",

In view of the Agreement on cultural, scientific and technical cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Argentine Republic signed at Buenos Aires on 3 October 1964,

In view of the letter of intent signed on 26 October 1994 between Mr. Guido di Tella, Minister for Foreign Affairs, International Trade and Worship of the Argentine Republic, and Mr. Alain Juppé, Minister for Foreign Affairs of the French Republic,

Desiring to foster the development of their cooperation in the area of training in scientific and technical research,

Have agreed as follows:

Article I

The aim of the present arrangement is the establishment of a system of exchange through which Argentine and French teachers and researchers shall jointly develop research-training projects under conventions concluded between institutions of higher learning and research of the two States and, for certain conventions, in association with industrial partners in order to promote:

1. The training and advanced training of Argentine higher education personnel and researchers, in particular through the establishment of new doctoral programmes in Argentina and the strengthening of existing programmes;
2. The exchange of scientific information, specialized documentation and publications;
3. The application and, where appropriate, economic exploitation for mutual benefit of the results of joint scientific and technical research.

Article II

Each Party shall establish a National Committee designated by the respective competent bodies in charge of the implementation of the provisions of this Agreement. In the case of the Argentine Party, the Committee shall be coordinated by the Ministry of Foreign Affairs, International Trade and Worship and the Ministry of Culture and Education. In the case of the French Party, the Committee shall be coordinated by the Ministry of Foreign

Affairs and the Ministry of Education, Higher Education and Research. The two committees shall be responsible for:

- Periodically publishing invitations to tender in each country;
- Evaluating the applications submitted as a result of such invitations to tender;
- Selecting previously evaluated projects during joint annual meetings held alternately in France and in Argentina;
- Preparing a progress report for the competent national authorities and proposing to them priorities with respect to activities and, where appropriate, measures aimed at facilitating the implementation of this arrangement;
- Facilitating, with due regard to the laws in force in each State, procedures directed towards the recognition of their respective university diplomas.

Article III

This arrangement shall be implemented in the form of projects developed jointly by Argentine and French teams and implemented under specific conventions between institutions of higher learning or research and, where appropriate, enterprises of the industrial sector.

A project may involve, for each of the two Parties, one or several teams organized into a network and belonging to one or several institutions of higher learning and/or research.

Projects shall not last longer than four years. Each project shall be evaluated during its execution. In special cases, projects may be extended on a case-by-case basis following evaluation.

Projects may cover all scientific and technical fields; however, the competent authorities may set thematic or geographic priorities.

Article IV

Projects may include one or more of the following activities:

1. Teaching and research missions undertaken by French and Argentine teachers-researchers and researchers in order to strengthen coordination between the research units and doctoral training units of the two States;

2. Full-time doctoral education of Argentine students in France or through alternate stays in Argentina or in France, especially under the joint thesis supervision procedure;

3. Full-time doctoral education of French students in Argentina or through alternate stays in France or in Argentina, especially under the joint thesis supervision procedure;

4. Post-doctoral education through the exchange of French and Argentine teachers-researchers and researchers;

5. The provision of specific books, documents and equipment required for the implementation of joint activities to French and Argentine universities and research institutions;

6. Supplementary activities, such as symposia or seminars, upon the joint proposal of the two Parties.

Article V

Projects shall be submitted in response to invitations to tender periodically issued by the committees as provided for under article II.

Two types of projects may be submitted:

-- Research-training projects jointly developed by university and/or research teams of the two Parties with a view to promoting the emergence of new doctoral programmes in Argentina or strengthening existing programmes;

-- Applied research-training projects jointly developed by Argentine and French university or research teams and one or more Argentine or French industrial enterprises with a view to the application and, where necessary, economic exploitation for mutual benefit of the results of joint scientific and technical research.

In both cases, each of the teams shall submit a project to the competent national authority, which shall have them evaluated by independent scientific experts.

Article VI

The committees shall jointly designate an Argentine coordinator and a French coordinator for each project.

The coordinators shall be the project scientists and shall be responsible for its smooth functioning.

Every year, the coordinators shall submit to the competent national committee an execution report and a proposal on activities for the following year. If the committees are not satisfied with the progress achieved by the project, they may decide to modify it or suspend its implementation.

The coordinators shall submit a final report within a period of two years after the end of the project.

Article VII

Within the limits of and subject to the resources available to each of the Parties, costs shall be covered in accordance with the following rules:

1. The salaries of teachers-researchers and researchers involved in projects shall be borne by their parent institutions;

2. As far as missions to the territory of either Party by teachers-researchers and researchers of the other Party are concerned, travel expenses shall be borne by the sending Party and subsistence expenses shall be borne by the receiving Party;

3. Doctoral and post-doctoral fellowships of students of one Party, including for the duration of their stay in the territory of the other Party and their travel expenses, shall be covered by the sending Party. University registration costs and costs relating to specific educational supervision shall be borne by the receiving Party;

4. The French Party shall give the Argentine fellowship holders selected under this arrangement preliminary language training in Argentina to be supplemented where necessary by a language training course upon their arrival in France;

5. Each Party shall cover the following costs:

-- Dissemination and advertising costs arising from the promotion in its territory of exchange programmes envisaged by this arrangement;

-- Insurance premiums for the coverage of medical expenses and repatriation on medical grounds, where necessary, of the doctoral students, teachers-researchers and, generally speaking, any expert hosted by the other Party under these programmes.

6. In the context of an applied training-research project, the financial contribution of enterprises must cover at least a third of the total cost of the project and must include participation in the funding of the travel, subsistence and supervision expenses of the doctoral students.

Article VIII

Specific conventions on patent and intellectual property rights with respect to the results of joint research projects shall be concluded between the institutions and, where appropriate, the enterprises concerned, in accordance with the regulations in force in the two Parties and with commitments undertaken by the Parties under relevant international agreements in force.

In the context of an applied training-research project, and subject to the provisions of the preceding paragraph, participating enterprises shall recognize the right of doctoral students and teachers-researchers to publish the results of the research undertaken in the form of doctoral theses or of publications in specialized reviews.

Article IX

Questions relating to the present arrangement which are not explicitly provided for under this instrument shall be considered by the two committees, which may propose to the two Parties such supplementary provisions as they may deem useful.

Article X

This Arrangement shall enter into force on the date of its signature and shall remain in force for a period of three years. It may be renewed by tacit agreement for a similar term. It may be denounced by either signatory Party by giving six months' written notice. Such denunciation should not affect ongoing projects, the continuation of which shall be ensured unless the Parties decide otherwise.

Article XI

This Agreement shall replace all the provisions of the "Supplementary Arrangement between the Government of the Argentine Republic and the Government of the French Re-

public on Scientific and Technical Cooperation and Higher Training", signed at Buenos Aires on 8 March 1985.

Done at Paris, on 4 February 1997, in two duplicate originals in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Argentine Republic:

GUIDO DI TELLA

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE